

## "Le calvaire de la CED" dans Süddeutsche Zeitung (31 août 1954)

**Légende:** Le 31 août 1954, réagissant à l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung critique les détracteurs du projet et suggère de méditer sur les erreurs commises.

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August. 31.08.1954, n° 200; 10. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Der Leidensweg der EVG", auteur: Birnbaum, Immanuel, p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_calvaire\\_de\\_la\\_ced\\_dans\\_suddeutsche\\_zeitung\\_31\\_aout\\_1954-fr-9699fe02-6c88-4a52-9c7c-354310635dc6.html](http://www.cvce.eu/obj/le_calvaire_de_la_ced_dans_suddeutsche_zeitung_31_aout_1954-fr-9699fe02-6c88-4a52-9c7c-354310635dc6.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016



## Le calvaire de la CED

*Immanuel Birnbaum*

Le vote final de l'Assemblée nationale française sur la ratification du traité de la Communauté européenne de défense (CED) n'a pas encore eu lieu à la mise sous presse de ces lignes, mais le sort de ce projet doit déjà être considéré comme scellé. Même la tentative des partisans français de la Communauté européenne de défense, conduits par Teitgen, René Mayer et Guy Mollet, pour inciter le gouvernement Mendès France à entamer de nouvelles négociations avec les cinq États signataires n'ouvre guère de perspectives de sauver le projet, après qu'il est apparu au cours des négociations à Bruxelles qu'une entente au sujet des souhaits de modification, qui sont majoritairement issus du camp français, était quasiment impossible. Cette querelle sur la CED, qui a duré des années, est pratiquement arrivée à son terme; la Communauté européenne de défense ne sera pas réalisée sous cette forme.

La responsabilité de cette issue négative incombe en premier lieu aux Français, dont le Parlement a à plusieurs reprises reporté la ratification du projet. L'opposant le plus radical à cette communauté de défense n'était pas Mendès France; il n'a pas demandé de motion de confiance sur l'acceptation ou le refus du projet initial, il ne s'est pas opposé non plus au principe du réarmement allemand, cependant il a tenté de le subordonner à des avantages supplémentaires pour la France. Ses convictions de base, qui à cause de ses manœuvres tactiques ont toujours paru plus vagues que définies, ont été formulées de la manière suivante par un observateur neutre de la politique française: aussi longtemps que les finances de la France seront en désordre, que les capacités de production resteront à la traîne et que la gestion de l'État restera fragile et instable, la France ne pourra pas devenir un pilier de la défense de l'Europe occidentale; mais *après* l'exécution du programme de réforme économique du gouvernement actuel, ce président du Conseil aurait plus de chances de rallier la majorité des députés et de la nation à une participation efficace à l'unification de l'Europe occidentale. Même dans ce cas, les nationalistes de l'entourage de De Gaulle et König, les partisans du tandem franco-russe, qui, autour de Herriot et Jules Moch, ne se laissent démonter par aucune déception, et les communistes français, encore bien représentés, ne seraient sûrement pas favorables à une quelconque coopération équitable avec l'Allemagne. Cette fois-ci, leurs aversions et craintes d'origines diverses ont eu raison de la première tentative inachevée de construire une communauté de défense dans la partie démocratique de l'Europe.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne évitent de condamner unilatéralement la France et commencent à se rendre compte de leur propre responsabilité dans l'échec de la politique extérieure de l'Europe ces dernières années. Des commentaires britanniques rappellent avec amertume l'optimisme trop longtemps affiché par Churchill et Eden à l'égard de la mise en place d'un équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest; ces mêmes voix critiques opposent aux prophéties pleines d'espoirs des deux ministres la dure réalité qui veut que l'Union soviétique ne se soit pas seulement développée en tant que force militaire terrestre et aérienne, mais que dernièrement elle ait même dépassé la Grande-Bretagne en tant que force navale et qu'elle se soit hissée au deuxième rang mondial derrière les États-Unis. Le grand quotidien américain *New York Times* reproche aux Britanniques d'avoir encouragé la Communauté européenne de défense, mais – par peur des concurrents d'Europe occidentale – de n'avoir jamais voulu y adhérer. Dans le cadre de cette communauté de défense, les Américains avaient quant à eux exigé de l'Europe l'abandon de la souveraineté nationale, ce qu'ils n'accepteraient jamais eux-mêmes. Voilà des efforts louables d'autocritique a posteriori. En Allemagne de l'Ouest, nous ne devrions pas demeurer en reste. Nous ne pouvons pas prétendre avec nos grands airs que nous avons toujours pleinement accompli notre devoir. N'avons-nous pas quelquefois par des mouvements maladroits et précipités pour faire avancer le projet de la CED, qui provient du Français Pleven, donné la fausse impression que le réarmement était pour nous une question existentielle – pour assouvir d'anciens penchants militaires ou peut-être pour atteindre des objectifs particuliers de politique extérieure? Une plus grande circonspection aurait été opportune dans cette question de l'unité intérieure et aurait davantage inspiré confiance à nos voisins.

Se rendre compte de ses propres erreurs peut s'avérer instructif pour l'avenir, car l'échec de la CED ne signifie nullement la fin de la question de la défense de la partie de l'Europe qui n'est pas contrôlée par Moscou. Au contraire, cette question est à nouveau posée. Après le succès de la consolidation du pouvoir du

bloc de l'Est en Asie par la Conférence de Genève, cette nouvelle victoire diplomatique de Moscou que représente l'échec de la défense commune européenne est doublement impressionnante. Elle ne peut pas manquer de provoquer une réaction. Dans ces conditions, même un homme politique comme Mendès France a de nouveau réclamé une Alliance atlantique de défense et a affirmé qu'une Allemagne neutre n'était pas dans l'intérêt du monde occidental.

L'entrée en vigueur du traité général en Allemagne, avec laquelle les puissances occidentales veulent maintenant nous consoler de ce nouveau report de notre intégration sur un pied d'égalité dans une Europe libre, n'est accompagnée ni de l'octroi de la souveraineté militaire, ni même du droit de négocier nous-mêmes avec nos autres voisins. Un organe allemand aussi réputé que le magazine *Die Gegenwart* est par conséquent d'avis qu'Adenauer ne devrait même pas accepter la reconnaissance d'une telle souveraineté pour le moment. Mais c'est un sujet qu'il faudra encore discuter. Heureusement que le bloc de l'Est semble lui aussi avoir besoin pour l'instant d'un moment de répit dans sa politique d'expansion, car nous disposons ainsi d'un peu de temps, en Europe de l'Ouest, pour sortir de cette confusion. Cependant, personne ne peut prédire combien de temps ce délai de grâce du destin nous sera accordé.